

Attentat à la bombe à Bali (samedi 1^{er} octobre 2005)

Jean-Luc Marret
chargé de recherche, FRS
3 octobre 2005 (12 :26)

a) Modus operandi

Trois terroristes ont chacun fait exploser une bombe (explosif annoncé par la police : environ 10 kilogrammes d'explosifs (TNT ?), avec des billes et des pointes) qu'ils transportaient sur eux – deux dans des restaurants à Jimbaran, Indonésie (pays musulman le plus peuplé). La troisième bombe a explosé à Kuta où avait eu lieu l'attentat d'octobre 2002 qui avait fait plus de 200 morts. Le *Sanglah Hospital* évalue le nombre de morts à 27 (dont les terroristes), chiffre supérieur à celui communiqué par la police. A ce stade, parmi les victimes, 12 Indonésiens, 2 Australiens et un Japonais ont été identifiés.

Il est possible que des appels téléphoniques de complices aient actionné les engins explosifs à distance, sans doute à proximité visuelle, ce qui ferait des « kamikazes » de simples vecteurs de bombe sur cible. Deux suspects sont activement recherchés comme étant les organisateurs de l'attentat.

Ansyaad Mbai, le chef de l'anti-terrorisme indonésien a rapidement accusé la *Jama'a islamiya* (JI), liée aux réseaux jihadistes internationaux, bien qu'à ce stade il ne paraisse pas y avoir eu une revendication authentifiée.

Cible : il est possible que certaines mesures de sécurité prises dans les hôtels touristiques de l'Indonésie aient contraint la cellule terroriste opérationnelle à agir dans des lieux publics plus ouverts.

Bali attire chaque année 1 million de touristes à la fin du mois d'août, selon le ministre indonésien du Tourisme. Le tourisme représente 5 % de son PIB, ce qui est assez faible.

Un vidéaste amateur a filmé le premier déclenchement d'explosion et la police locale a publié les photos des visages des terroristes.

Abu Bakar Bashir, le leader suspecté de la *Jama'a islamiya* a été condamné pour les attentats de 2002 à 2 ans et demi de prison, mais les charges les plus sérieuses à son encontre ont été abandonnées. Un de ses porte-parole a nié tout lien avec les attentats du jour, selon l'*Associated Press*.

b) Précédents locaux

Les attentats de Bali de 2002 – 3 bombes distinctes dans la zone touristique de Kuta, furent les premiers attentats massifs dans la zone et les pires en Indonésie à ce jour. En tant que premières attaques-suicides dans l'histoire contemporaine de l'Indonésie, ils furent une nouvelle étape dans l'importation de techniques terroristes moyen-orientales.

13 membres présumés de la cellule de la JI à Singapour furent arrêtés en décembre 2001, tandis qu'ils préparaient une attaque au camion suicide contre les ambassades américaine et israélienne, les Représentations britanniques et australiennes et des bâtiments abritant des sociétés américaines. Un attentat contre la navette convoyant le personnel de la base navale américaine de Singapour avait également été prévu. Sur les 13 individus arrêtés, 8 d'entre eux avaient été entraînés dans les camps afghans d'Al Qaeda, à l'initiative du réseau malais¹. En septembre 2002, les autorités de Singapour annoncèrent avoir arrêté 21 suspects, parmi lesquels 19 membres présumés de la JI.

Outre les attentats de 2002, d'autres attentats eurent lieu depuis : en septembre 2004, une voiture piégée fit 9 morts et 182 blessés devant l'ambassade d'Australie. Une autre voiture piégée explosa devant l'hôtel *Mariott*, faisant 12 morts. Fin août 2005, le gouvernement australien avait recommandé à ses citoyens de ne pas se rendre à Bali, affirmant que le potentiel d'attentats restait important.

c) L'islamisme radical et le jihadisme en Asie du Sud-Est

Les organisations radicales agissant en Asie du sud-est sont de trois sortes : les séparatistes du sud des Philippines, du sud de la Thaïlande et de la province de l'Aceh (Indonésie) ; les groupes islamistes de pays majoritairement musulmans (et d'abord l'Indonésie) ; et Al Qaeda et les groupes associés aux objectifs jihadistes transnationaux ou régionaux.

¹ Gouvernement de Singapour, Communiqué de presse, 12-2001 ; et « The Jemaah islamiyyah Arrests and the Threat of Terrorism », Singapour, Ministry of Home Affairs, 7-1 2003, pp. 10-15 et annexes A et C.

La JI est elle-même moins une organisation structurée qu'un label et une nébuleuse dont les structures de la branche armée ne sont pas toujours facilement analysables.

La JI semble dans une phase de consolidation et de reconstruction à travers son bras politique, le *Majlis mujahidin indonesia* (MMI). L'organisation recrute par les liens de parenté (un facteur clé de l'appartenance à la JI), ainsi que dans les mosquées et les *madrassas*, selon des techniques identiques à celles utilisées par les islamistes dans le monde. Dans le même temps, elle continue de développer simultanément une stratégie de terrorisme à impact international.

d) Attentats à la bombe et cibles

Les sites touristiques et les lieux fréquentés par les touristes sont devenus à partir du milieu des années 1990 des cibles de choix (l'attentat de Louxor, novembre 1997, 67 morts et 25 blessés, fut probablement le plus marquant).

D'une manière générale, les lieux publics, non ou peu gardés sont autant de cibles opportunes :

- Les sites religieux (par exemple, l'attentat contre une synagogue de Vienne en août 1981 qui fit 2 morts et 17 blessés) ;
- Les discothèques où la densité du public est souvent très importante et les mesures de sécurité inexistantes, se bornant à filtrer les entrées selon l'apparence des clients ;
- Les magasins ou les marchés, les lignes de transport en commun, surtout aux heures d'affluence (octobre 1994, un militant du Hamas fait exploser une bombe dans un autobus à Tel-Aviv faisant 23 morts et blessant 47 personnes ; janvier 1995, deux militants du Jihad islamique se firent exploser l'un après l'autre à un arrêt d'autobus au nord de Tel-Aviv tuant 21 personnes ; novembre 1998, deux membres du Hamas se firent sauter sur un marché populaire de Jérusalem (21 blessés, la mort des deux terroristes), etc. En Algérie l'explosion d'une voiture piégée sur la place d'un marché, en septembre 1996, fit environ 20 morts et plus de 75 blessés, etc. Les exemples à Paris sont nombreux : décembre 1985, attentats au Printemps, aux Galeries Lafayette (35 blessés), à la galerie Claridge des Champs-Élysées, chez Gibert-Jeune et à la FNAC Sport, en février 1986 (19 blessés). Autres attentats dans des magasins : en septembre 1986, à la cafétéria du magasin Casino dans le quartier parisien de la Défense. Un homme fit semblant de tacher sa chemise, se leva pour aller aux toilettes et abandonna une boîte de fer sous une banquette (12h30, heure du

déjeuner), 41 blessés ; en septembre 1986 encore, deux policiers repérèrent une bombe au rez-de-chaussée du Pub Renault, le jour de la présentation d'un nouveau modèle automobile. Ils la transportèrent au sous-sol pour la désamorcer. Elle explosa et les tua. En août 1986, une bombe explosa rue de Rennes devant le magasin Tati, 6 morts et 51 blessés, etc.

- Les cibles strictement ethniques ou religieuses sont nombreuses. Les communautés juives en Europe ont ainsi été particulièrement visées par des groupes palestiniens extrémistes : en juillet 1980, à Anvers, un attentat par jet de grenade eut lieu dans le quartier des diamantaires d'Anvers contre de jeunes juifs orthodoxes (1 mort et 20 blessés) ; en octobre 1980, une bombe dissimulée dans la sacoche d'une moto, à Paris, explosa devant la synagogue de la rue Copernic (4 morts et une vingtaine de blessés)² ; le 21 octobre 1981, nouvel attentat contre le quartier diamantaire d'Anvers (3 morts, 106 blessés)³ ; etc.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur

2 Attribué au FPLP-commandement spécial.

3 Idem.